



## TERMES DE REFERENCE

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET NATIONAL CHARGE DE LA CONDUITE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU DOCUMENT DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES AU TCHAD.**

| I. Références                       | Données  |
|-------------------------------------|--|
| <b>Responsables de l'activité</b>   |  |
| <b>Noms, Prénoms et fonctions :</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ PASSALET LAZAKI, Secrétaire General du Ministère ;</li> <li>➤ HELEONA SOULGAN, Directeur Général de l'Entrepreneuriat ;</li> <li>➤ Mme KHADIDJA BADERAMANE KOKO, Directrice Générale Adjointe de la Jeunesse (point focal SWEDD)</li> <li>➤ ADOUMADJI MADINGUE, point focal suppléant auprès du projet SWEDD</li> </ul> |
| <b>Date Période</b>                 | 15 Juillet au 15 Septembre 2023  |
| <b>Lieux de l'activité</b>          | N'Djamena avec possibilité de déplacement dans les 23 Provinces du pays  |
| <b>Informations sur l'activité</b>  |  |
| <b>Type d'activités</b>             | Recrutement d'un Cabinet National chargé de la conduite du processus d'Elaboration du Document de la Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad.   |
| <b>Personnes impliquées</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Directeurs Généraux et Directeurs techniques en charge de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat</li> <li>- Les délégués provinciaux en charge de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat</li> <li>- le point focal suppléant SWEDD ;</li> <li>- le CNJT</li> <li>- les Partenaires Techniques et Financiers</li> </ul>        |

## **II. CONTEXTE**

Une analyse dynamique de l'environnement socio-économique du Tchad permet de constater que lors des deux(2) dernières décennies, l'évolution de l'appareil productif a été ponctué par la survenance d'énormes chocs de nature à malheureusement compromettre, la vision du Tchad d'être un pays émergent d'ici 2030. La parfaite illustration de cette déficience du système productif est la faible création de valeur qui impacte le niveau de chômage désormais endémique. L'emploi des jeunes et femmes,

sous-groupes de la population les plus exposés, constitue l'une des problématiques majeures au cœur de l'opérationnalisation de la vision 2030 à travers le Plan National de Développement (PND 2017 -2021) déjà en terme et le prochain (PND 2024 -2028) en cours de préparation.

Aussi, un diagnostic rapide du marché de travail au Tchad avec un focus sur les jeunes et les femmes demandeurs d'emplois, relève que la création d'emplois par le recrutement direct à la fonction publique et celui effectué par quelques grandes entreprises de la place ont empiriquement prouvé leurs limites. A titre illustratif, la louable et ambitieuse promesse d'intégration de 5 000 jeunes à la fonction publique à la fin d'année dernière, n'a pas permis d'absorber la moitié de plus de 65 000 dossiers en instance d'intégration. Dès lors, la question fondamentale qui se pose est celle de savoir, quel sera donc le sort des autres jeunes et femmes chômeurs dont le nombre ne cesse de croître chaque année ?

Au regard de cette situation, l'entrepreneuriat apparaît sans doute comme solution alternative permettant en outre, d'absorber rapidement le nombre sans cesse croissant des chômeurs. Pour cela, il faut donc disposer la conscience collective à **recourir à l'entrepreneuriat comme mécanisme de résorption du chômage** en milieu jeunes et de relance de l'économie dans le contexte actuel.

La vision « le Tchad que nous voulons » traduit la ferme volonté du Gouvernement tchadien et ses partenaires au développement à contribuer efficacement, à résoudre de manière durable la problématique de l'emploi des jeunes et femmes par la promotion de l'Entrepreneuriat en milieu jeune, la formation professionnelle orientée métier et la promotion de la culture de volontariat.

Cette initiative est en parfaite cohérence avec les axes stratégiques de la Politique Nationale de la Jeunesse adoptée le 30 avril 2019, par Décret N° 501/PR/MJSPE/2019 ainsi que celle de la Politique Nationale de l'Emploi, adoptée le 05 juillet 2019, par décret N° 905/PR/MJSPE/2019.

Face donc à la capacité limitée du marché du travail pour offrir des possibilités d'emplois décents aux jeunes, une situation qui devient de plus en plus inquiétante, il est nécessaire de promouvoir de nouvelles stratégies permettant aux jeunes de créer leurs emplois et de contribuer positivement à l'économie et à la société.

Selon Paturel (2007), on parle d'entrepreneuriat si celui-ci « est, à partir d'une idée, l'exploitation d'une opportunité dans le cadre d'une organisation impulsée, créée de toute pièce ou reprise dans un premier temps, puis développée ensuite, par une personne physique seule ou en équipe qui subit un changement important dans sa vie, selon un processus qui aboutit à la création d'une valeur nouvelle ou à l'économie de gaspillage de valeur existante ».

L'entrepreneuriat s'est peu à peu imposé comme le moteur du développement économique et social à travers le monde entier. Les entrepreneurs sont perçus comme les piliers de l'économie de marché, et leurs activités comme créatrices de valeur, d'emploi et des avantages multiples pour les consommateurs. De ce fait, l'entrepreneuriat est considéré comme un instrument clé du processus de création de richesses permettant d'améliorer la compétitivité entre les nations, de favoriser la croissance économique et d'accroître les possibilités d'emploi. C'est dans cette optique que le Tchad à l'instar d'autres pays d'Afrique se lance dans la promotion de l'entrepreneuriat au cœur de son développement.

La privation des entreprises publiques et l'accroissement du taux de chômage, ont rendu à l'évidence que l'Etat ne peut plus offrir autant de postes d'emplois qu'il y a des chercheurs d'emploi, par conséquent, l'entrepreneuriat représente une solution pour la création de richesses et d'emplois.

Etant donné que la jeunesse constitue indéniablement « le présent et l'avenir d'une Nation », le constat qui se dégage est que cette jeunesse est aujourd'hui confrontée à un nombre important de difficultés de la vie qui sont entre autres la faible qualification, l'insuffisance d'une culture entrepreneuriale ainsi que l'inaccessibilité relative aux crédits, les exposent de plus en plus au chômage et au sous-emploi, avec de nombreuses conséquences, notamment la délinquance, le banditisme, la prostitution...

C'est dans cette optique que les plus hautes autorités de la transition ont officiellement créé au sein du Ministre de la Jeunesse, Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat une **Direction Générale en charge de la Promotion de l'Entreprenariat et Emploi-**

**jeunes**, qui vise à inculquer la culture entrepreneuriale en milieu jeunes mais surtout à créer des diverses opportunités socioéconomiques.

Il faut reconnaître que la contribution du secteur privé à la création de la richesse est très faible. Il y a lieu d'affirmer que cette contribution n'a pas significativement évolué depuis les années de l'indépendance. De même, la structure du secteur privé constitué de 30761 unités économiques (INSEED, 2014) dont près de la moitié est localisée dans la ville capitale N'djamena pose de nombreux défis en matière de dynamique d'aménagement du territoire. D'autres indicateurs tels que le pourcentage des entreprises individuelles (97,9%), le pourcentage des entreprises commerciales (76,2%), le pourcentage des chefs d'entreprise femmes (3%), et le pourcentage des chefs d'entreprises sans diplôme (70%) sont évocateurs du niveau élevé d'efforts qu'il y a à entreprendre de la part de toutes les parties prenantes pour amener le secteur privé tchadien à jouer le rôle qui doit être le sien et qu'il peine à évoluer d'un secteur informel statique vers un secteur formel dynamique et attendu par tous.

Ces constats ne sont pas nouveaux et les autorités tchadiennes en sont conscientes. Tous les instruments de politique de développement élaborés depuis une quarantaine d'années de manière endogène ou alors avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF) – ont marqué la volonté de « dynamiser » le secteur privé dans une optique de réelle diversification de l'économie. Le pays dispose de nombreuses potentialités sous exploitées dont le secteur privé peut se saisir pour accélérer la croissance et assurer un développement inclusif du pays.

Pour y parvenir, une dense réflexion préalable s'impose. Une démarche critique et constructive enrichie des expériences passées et actuelles en matière de promotion l'entrepreneuriat, pour fixer de nouvelles orientations grâce à une démarche participative (présence réelle de toutes les parties prenantes du secteur privé tchadien et prise en compte de leurs attentes) s'avère indispensable.

C'est dans cette perspective que le Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entrepreneurial à travers la Direction Générale de l'Entreprenariat et Emploijeunes, trouve nécessaire d'élaborer un document stratégique et de référence en matière d'entrepreneuriat. Car, une fois le document élaboré, puis validé tant au plan technique national que politique, il permettra au Département d'orienter et de canaliser toutes les

énergies et les opportunités pour jeter les jalons à même de booster l'économie nationale, de créer des multiples richesses et emplois en faveur des nombreux jeunes tchadiens, en quête du mieux-être.

L'élaboration de la Politique Nationale de l'Entrepreneuriat est le vœu des plus hautes autorités de la Transition au rang desquelles, **le Général MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO**, Président de Transition, Président de la République, Chef de l'Etat. De même, elle constitue l'une des préoccupations majeures du Ministère en charge de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat. Une fois élaboré et validé, ce document cadre permettra d'identifier les problèmes que rencontrent les jeunes en matière de l'entrepreneuriat, leur offrir des espaces de formation et d'orientation en vue d'accéder aux opportunités d'investissement, afin de contribuer véritablement au développement socioéconomique.

C'est dans ce contexte que le Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entrepreneurial a pris l'initiative visant à élaborer ce document. Ce terme de référence est rédigé en vue de recruter un cabinet chargé de conduire le processus d'élaboration de la Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad. Dans cette démarche, un appel à candidature sera lancé pour le recrutement d'un cabinet National avec un cahier de charge définissant les responsabilités et tâches assignées.

### **III. OBJECTIFS**

#### **1. Objectif Global :**

Disposer d'un document de Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad.

#### **2. Objectifs spécifiques :**

Plus concrètement, il est attendu de:

- Diagnostiquer l'écosystème entrepreneurial au Tchad ;
- Identifier les obstacles qui freinent le développement de l'entrepreneuriat au Tchad dans les 23 provinces ;
- Identifier les opportunités d'investissement et les créneaux porteurs en faveur des jeunes ;

- Renforcer le dispositif institutionnel et réglementaire en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des financements aux jeunes porteurs des projets entrepreneuriaux ;
- Doter le Ministère d'un Document d'orientation stratégique en matière d'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad.

#### **IV. RESULTATS ATTENDUS**

- l'Ecosystème entrepreneurial au Tchad est diagnostiqué ;
- Les obstacles qui freinent le développement de l'entrepreneuriat au Tchad à travers les 23 provinces sont connus ;
- Les opportunités d'investissement et les créneaux porteurs en faveur des jeunes sont identifiés ;
- Le dispositif institutionnel et réglementaire en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes est renforcé;
- La disponibilité et l'accessibilité des financements aux jeunes porteurs des projets entrepreneuriaux sont améliorées.
- Le Ministère de Document d'orientation stratégique en matière d'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad est doté ;

#### **V. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA MISSION**

La mission sera supervisée par le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entrepreneurial, la Direction Générale de l'Entrepreneuriat accompagné de ses directions techniques, en partenariat avec le SWEDD à travers son point focal. A cet effet :

- Un cahier de charge définissant les tâches sera remis au cabinet;
- Un briefing sera organisé au démarrage de la mission pour situer le contexte ;
- Des rapports d'étapes seront rédigés pour présenter le niveau d'avancement de la mission ;
- Le premier draft du document sera présenté dans les 50 jours pour un examen interne ;

- Le rapport provisoire de la mission sera déposé dans un intervalle de 60 jours ;
- Le rapport complet provisoire prenant en compte les observations de la validation technique sera disponible dans les 70 jours ;
- Le rapport final qui prendra en compte toutes les observations de l'atelier de validation national, sera déposé dans les 90 jours de travail effectif.

## **VI. ROLE ET RESPONSABILITES DU CABINET**

Le rôle du Cabinet National consiste à conduire tout le processus d'élaboration et de validation du document de la Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad ( de la phase de documentation, du diagnostic, d'élaboration et d'administration des outils d'enquête, de la collecte et du traitement des données ainsi que de la rédaction du draft zéro et des étapes de la validation technique et nationale. Le consultant travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de la Direction Générale de l'Entrepreneuriat.

## **VII. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS**

### **1. COMPETENCES**

Il s'agit de recruter un cabinet ou bureau d'études national spécialisé dans le domaine de l'entrepreneuriat avec une expérience dans élaboration des politiques et stratégies. Le cabinet qui sera sélectionné doit avoir de solides expériences dans le secteur de l'entrepreneuriat. Il doit justifier d'une excellente connaissance des procédures des bailleurs bilatéraux. Il doit justifier d'une existence légale et doit être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale. Il devra avoir des cadres compétents et respectant l'éthique morale. Le Cabinet retenu s'engage à mettre en place une équipe complète et compétente pour réaliser le travail requis dans de bonnes conditions.

La réalisation de missions similaires pour le compte d'un partenaire serait un atout.

Il devra mettre en place une équipe pluridisciplinaire composée au moins des experts, ayant les qualifications ci-après :

- ✚ Un Chef de mission, Spécialiste en Entrepreneuriat (création, développement et reprise d'entreprise)/Master en Business Management Administration (MBA)/ Master 2 en Sciences économiques ou sociétales ;
- ✚ Avoir une expérience avérée dans la conduite de mission de consultance et d'évaluation des projets à caractère social ou économique ;

- ✚ Avoir une bonne connaissance du secteur de l'entrepreneuriat de la sous-région, en général et du Tchad, en particulier ;
- ✚ Avoir une bonne maîtrise du domaine de l'économie sociale et solidaire ;  
Avoir un minimum de 5 ans d'expériences dans la collecte et le traitement des données (qualitatives et quantitatives) ;
- ✚ Avoir une bonne connaissance de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- ✚ Un expert en économie et statistique (BAC+5) avec 5 années d'expériences ;
- ✚ Un expert en démographie (BAC+5) avec 5 années d'expériences au moins et expérience pratique des projets financés par les bailleurs la Banque Mondiale.

**NB :** Un appel d'offre restreint sera lancé et des personnes indépendantes ou cabinets d'études intéressés pourront présenter leurs offres (techniques et financières) et celles qui répondront au mieux à la commande seront retenues.